

Pour présider l'Europe, tout le monde parlait de Tony Blair. On murmure désormais le nom d'Herman Van Rompuy, premier ministre de Belgique

Un joker belge dans le jeu européen

Ce jeudi 29 octobre, à Bruxelles, Herman Van Rompuy est le premier à se diriger vers la sortie du Breydel, le bâtiment du Conseil européen. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept ont dîné ensemble, vaincu les dernières résistances tchèques au traité de Lisbonne, parlé de la prochaine conférence sur le climat et, un peu, de la présidence du Conseil européen. Un mandat de deux ans et demi renouvelable que le premier ministre chrétien-démocrate belge avait, murmurait-on, des chances de décrocher. Sans s'être jamais porté candidat, sans en avoir jamais parlé publiquement.

« Herman qui ? », s'interrogent l'Europe et les envoyés spéciaux de la presse rassemblés devant le Breydel. Herman passe. Entouré de son seul conseiller diplomatique, il déambule parmi des centaines de journalistes venus du monde entier mais n'est tardivement reconnu que par deux ou trois d'entre eux. Gentiment, il s'arrête pour désamorcer quelques questions et certifie qu'à aucun moment il n'a été question de son avenir. Il va ensuite trinquer avec des journalistes belges. Toujours cordial, il répond aux questions sans donner l'once d'une indication sur ce qui s'est réellement dit à la table des Vingt-Sept.

Ancien étudiant du Collège jésuite et de l'Université catholique flamande de Louvain, où il a décroché un doctorat en économie, cet homme au visage lisse et serein aurait sans doute fait merveille dans les cénacles du Vatican. Il manie l'art de la diplomatie, de la litote et de la nuance. Il raffole aussi de l'art japonais du haïku, qui consiste à dire beaucoup en peu de mots. Œil vif et sourire en coin, il saute allégrement du néerlandais au français et, quand cela s'impose, de l'anglais à l'allemand. Mais il livre rarement sa pensée profonde sur le monde et sur les hommes.

Dans les années 1980, un caricaturiste le représentait en curé vêtu d'une soutane noire. Pas tellement parce qu'il était l'auteur d'un ouvrage intitulé *Le Christianisme, une pensée moderne*. Mais parce que, inaugurant sa première fonction ministérielle, un secrétaire d'Etat aux finances, il s'attaqua religieusement à sa passion : l'équilibre des finances publiques. Une sorte de vocation pour ce Flamand



Herman Van Rompuy est parfois présenté comme le sauveur de la nation belge. W. DABKOWSKI/VISUAL

de Bruxelles, issu d'une génération qui reprocha aux précédentes d'avoir conduit le pays vers le surendettement et d'avoir ainsi sacrifié l'avenir par des compromis douteux et l'usage de ce que les Flamands appellent « la politi-

que du gaudrier » : une gaufre pour les Flamands, une deuxième pour les Wallons. Une pour les « cathos », une pour les « sociaux ». Une pour les patrons, une pour les syndicats... Et tant pis pour l'addition, en bout de ligne.

Décrit comme baroque ou surréaliste, le royaume est surtout une construction d'une effroyable complexité et seuls ceux qui admettent ses règles – négociation permanente et donnant-donnant coûteux – ont une chance d'y faire

des voix et une carrière. Herman Van Rompuy a fait la sienne grâce à un parti lui-même divisé en courants : au sein des démocrates-chrétiens flamands, il était l'un des leaders des conservateurs, Jean-Luc Dehaene incarnant l'aile proche du Mouvement ouvrier chrétien et des syndicats.

Une carrière, notamment, de président de parti, mais pas beaucoup de voix. Pas people et antidémagoge, HVR a toujours préféré la lecture d'un classique à une assemblée houleuse, une discussion avec des étudiants à un talk-show. C'est un peu contraignant qu'il a accepté, il y a quelques semaines, d'apparaître enfin sur un plateau pour commenter, avec sa femme – la mère de ses quatre enfants –, ses vacances australiennes... en camping-car. Et c'est comme étonné de ce qui lui arrivait que, il y a quelques semaines, il a regagné son banc à la Chambre des députés : de longs applaudissements saluèrent son discours de rentrée. Il sourit, il a légèrement rougi.

A 62 ans, il semblait découvrir le sens du mot « popularité » et, pour la première fois peut-être, goûter vraiment à la fonction de premier ministre, dont il avait longtemps affirmé qu'elle ne l'intéressait pas. Mais la chute d'Yves Leterme, son prédécesseur et collègue au sein du Parti chrétien-démocrate et flamand (CD & V), ainsi que les pressions conjuguées du palais royal, des partis francophones et des barons de sa formation l'ont amené à assumer ce qu'il semblait vivre comme un austère devoir, en décembre 2008. « On a juste oublié qu'il lui-même contribua à la chute de Leterme en révélant la lettre d'un magistrat sur la possible implication du premier ministre d'alors dans un scandale bancaire », raille, sous le couvert de l'anonymat, un député libéral francophone. Depuis, M. Leterme a été blanchi.

« Cet épisode fut du Van Rompuy à l'état pur, commente un ancien cadre du Parti chrétien-démocrate. Sous son apparente modestie et son humour se cache un profond cynisme. Cet homme peut tuer ses rivaux sans laisser de traces... Il peut être inflexible mais a toujours l'intelligence de négocier, « ce qui ne veut pas dire qu'il faille toujours attendre de lui un acte généreux », sourit un ministre. « C'est un négociateur très dur. Je me souviens d'un pré-

dent de parti qui prenait systématiquement une douche pour se détendre après un tel exercice », ironise un autre responsable.

« Herman le gentil » aurait-il donc une face cachée ? Beaucoup racontent comment ce redoutable intellectuel peut, sous un air débonnaire, cacher une froide détermination. « Il a des qualités, mais le sacraliser, comme le font aujourd'hui certains francophones, c'est oublier qu'il est notamment un Flamand pointu, doté d'une forte détermination à défendre les intérêts de sa communauté. Il n'est ni un saint, ni un sage, ni un modéré sur le plan institutionnel ».

Ce redoutable intellectuel peut, sous un air débonnaire, cacher une froide détermination

commente un ministre, membre d'un parti qui gouverne actuellement, en coalition avec le parti de M. Van Rompuy...

Les Belges, eux, semblent apprécier que l'improbable premier ministre ait pacifié leur pays en un temps record, après une année et demie de crise. Jusqu'à conférer parfois à M. Van Rompuy l'étiquette de sauveur de la nation. Essentiellement soucieux de se démarquer des pratiques brutales et brouillonnes de M. Leterme, le premier ministre présente en fait un bilan assez mitigé. Il n'a notamment pas résolu la question lancinante de l'arrondissement de Bruxelles, que les partis flamands veulent scinder, ce qui mettrait en péril les droits linguistiques et électoraux des francophones vivant sur le sol flamand.

Qu'importe : la sagesse de l'intéressé et le fait que la Belgique n'évoque plus quotidiennement sa propre disparition ont suffi à assurer à M. Van Rompuy une image de possible grand dirigeant européen. Parle-t-il, en fait, d'Europe ? Selon l'ancien ministre Mark Eyskens, son collègue de parti, « il suit de près son évolution ». Cela n'inquiète pas. Au contraire. « L'Europe est dans une phase où elle a besoin de gestionnaires, pas de visionnaires », sourit le politologue Jean-Michel De Waele, de l'Université libre de Bruxelles. ■

Jean-Pierre Strootbants